Norois

Environnement, aménagement, société

230 | 2014

**Histoire de la géographie, mobilités étudiantes,
circuits courts, maillage territorial, régénération
urbaine, hydrographie**

Étudiants en ville, étudiants entre les villes. Analyse des mobilités de formation des étudiants et de leurs pratiques spatiales dans la cité

Le cas de la Bretagne

*Students in cities, students between cities. Analysis of educational mobility and
students spatial practices in the city of study. The case of Brittany (France)*

Magali Hardouin et Bertrand Moro

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/norois/5032>

DOI : 10.4000/norois.5032

ISBN : 978-2-7535-3509-1

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

Pagination : 73-88

ISBN : 978-2-7535-3464-3

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Magali Hardouin et Bertrand Moro, « Étudiants en ville, étudiants entre les villes. Analyse des mobilités de formation des étudiants et de leurs pratiques spatiales dans la cité », *Norois* [En ligne], 230 | 2014, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 14 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/norois/5032> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.5032>

Étudiants en ville, étudiants entre les villes Analyse des mobilités de formation des étudiants et de leurs pratiques spatiales dans la cité Le cas de la Bretagne

*Students in Cities, Students between Cities
Analysis of Educational Mobility and Students Spatial Practices in the City of Study
The Case of Brittany (France)*

Magali HARDOUIN^{*a} et Bertrand MORO^a

*Auteur correspondant

a UMR ESO « Espaces et Sociétés » 6590 CNRS-Université de Rennes 2 – Place du recteur-H.-Le-Moal CS 24307
35 043 RENNES Cedex, Tel : (33)6 30 99 68 61. (magali.hardouin@univ-rennes2.fr) (bertrand.moro@laposte.net)

Résumé : L'article apporte une contribution à l'analyse des processus de mobilité de formation et des pratiques urbaines des étudiants dans leurs villes de formation. À partir d'une méthodologie quantitative, il réinterroge, d'une part, l'hypothèse selon laquelle les étudiants seraient de plus en plus mobiles et, d'autre part, il analyse leurs ancrages dans la ville où ils étudient. La population de référence est celle d'étudiants d'IUT, de licence (L1, L2 et L3) et de master (M1 et M2) inscrits dans une université bretonne.

Abstract: The paper analyses the training mobilities processes and the students urban practices in universities cities. Using a quantitative methodology, it develops, on one hand, the hypothesis according to which the students would be more and more mobile and, on the other hand, their anchorings in the city where they study. The population of reference is made by students of University Institutes of Technology (Business and Administration Management, Civil engineering, Computer sciences, Biological engineering), Bachelor's degree (L1, L2 and L3) and Master's degree (M1 and M2).

Mots clés : pôles et antennes universitaires – étudiants – mobilité – pratiques spatiales – enseignement supérieur

Keywords: university centers and branches – students – mobilities – urban practices – higher education in Brittany

INTRODUCTION

L'article, issu d'une recherche pour le Conseil régional de Bretagne dans le cadre de la préparation de son schéma régional de l'enseignement supérieur et de la recherche (février 2012-janvier 2013), apporte une contribution à l'analyse des processus

de mobilité de formation et des pratiques spatiales des étudiants dans les villes où ils étudient. Il compare, à filière équivalente, les étudiants des antennes de proximité et ceux des pôles universitaires (*cf. infra*) dans les trois champs suivants : leurs caractéristiques sociales, leurs choix d'univer-

sité, de sites et de filières ainsi que leurs pratiques spatiales dans la ville d'étude.

La population de référence est celle d'étudiants d'instituts universitaires de technologie (IUT), de licence (L1, L2 et L3) et de master (M1 et M2) inscrits dans une université bretonne (figure 1 – **planche I, p. 89**).

Concernant le choix des filières pour les licences universitaires et les IUT, la sélection s'est portée sur des filières larges et non spécialisées, offertes dans les antennes et dans les pôles. La licence de droit de l'Université de Bretagne occidentale (UBO) et de Rennes 2 permet d'identifier les profils d'une formation à effectifs importants au regard de deux universités et de leurs antennes. D'autres licences s'inscrivent dans une même logique d'observation entre l'université mère et son antenne. C'est le cas des licences en histoire et en administration économique et sociale (AES) à Rennes 2, et en langues étrangères appliquées à l'UBO. Concernant les IUT, la spécialité gestion des entreprises et des administrations (GEA) s'est naturellement imposée pour permettre l'analyse la plus large tant elle est répandue sur l'ensemble du territoire régional, en l'occurrence à Rennes et à Saint-Malo pour l'université de Rennes 1, à Brest pour l'UBO et à Vannes pour l'université de Bretagne Sud (UBS). Nous avons également retenu des IUT plus spécifiques comme ceux d'informatique de Vannes pour l'UBS et de Lannion pour Rennes 1. Dans le but d'opérer une comparaison entre l'antenne d'une université et le siège principal d'une autre université, nous avons sélectionné l'IUT de génie civil à Rennes 1 et à Morlaix pour l'UBO. Enfin, pour examiner deux antennes d'universités différentes, nous avons choisi le cas de l'IUT de génie biologique à Saint-Brieuc pour Rennes 1 et à Quimper pour l'UBO. L'objectif consistait aussi à disposer d'un panel varié entre formations plus ou moins spécialisées et plus ou moins techniques. Pour le master, la filière métiers de l'éducation et de la formation (MEF) s'est imposée, car elle est offerte sur l'ensemble du territoire breton (Vannes, Saint-Brieuc, Quimper, Lorient, Brest et Rennes).

Deux concepts principaux nourrissent notre recherche de manière transversale : celui de mobilité et celui de pratiques urbaines.

Le premier est central dans notre étude. A. Bourdin (2004) rappelle qu'il en existe plusieurs

types, dont la mobilité physique qui correspond au déplacement. Relativement à notre propos, c'est bien le concept de mobilité spatiale que nous convoquons, défini par M. Lussault et M. Stock (2003) « comme l'ensemble des manifestations liées au mouvement des réalités sociales (hommes, objets matériels et immatériels) dans l'espace ». Pour autant, alors que nous voulons analyser les mobilités spatiales de formation des étudiants, devons-nous utiliser le terme de « mobilité » ou bien celui de « migration » ? Pour M. Lussault et P. Poncet (2003), la migration est « le déplacement d'un individu ou d'un groupe d'individus, suffisamment durable pour nécessiter un changement de résidence principale et d'habitat et impliquant une modification significative de l'existence sociale quotidienne du (des) migrant(s) ». Pour E. Terrier (2009), les critères entre mobilité et migration sont « la durée de l'installation sur [sic] le lieu de destination qui implique un changement d'habitat, et la distance parcourue, qui doit être suffisamment longue et dépasser l'échelle locale ». Ainsi, elle estime que les termes de « migration » et de « mobilité » ne sont pas concurrents, que la mobilité est une notion large et englobante qui intègre la migration : « Toute migration est une mobilité. Utiliser le mot "migration" est une manière d'être plus précis en mettant en avant certaines caractéristiques du déplacement étudié. En effet, la migration est associée à l'idée d'un déplacement lointain et d'une installation durable sur [sic] le lieu de destination impliquant un changement de résidence », même si elle reconnaît qu'il n'existe pas de règle quantitative qui définit arbitrairement le nombre de kilomètres parcourus et la durée du séjour à partir desquels il serait possible de parler de migration. Selon F. Cuney (2004), les concepts de mobilité et de migration appliqués aux étudiants ne sont pas synonymes, et elle les distingue en introduisant les notions de « résidence » et d'« espace de vie », ce qui lui permet d'observer trois catégories d'étudiants. La première regroupe ceux qui habitent dans la ville universitaire tout au long de l'année et qui ne rentrent dans leur famille que de manière occasionnelle. Dans ce cas, l'étudiant change d'espace de vie et le concept de migration est employé. La seconde catégorie est composée des étudiants qui disposent aussi d'un logement propre dans la ville d'étude, mais qui, dans leur grande majorité,

retournent régulièrement chez leurs parents pour la fin de semaine. Dans ce cas, ce groupe d'étudiants ne change qu'en partie d'espace de vie, c'est pourquoi le terme de mobilité est usité. Enfin, la troisième catégorie rassemble les étudiants qui habitent chez leurs parents, dans le bassin de la ville d'étude et dont les déplacements assimilés à ceux des travailleurs navetteurs sont considérés comme une forme de mobilité. Nous emploierons ici le concept de mobilité dans son sens large et englobant (Terrier, 2009).

Comme les vertus prêtées à la mobilité se multiplient, nous avons cherché à savoir si la mobilité étudiante en Bretagne était une réalité et de quelle manière elle se caractérisait en suivant une méthodologie quantitative. Parmi les informations mobilisables auprès des services administratifs des universités, une première série de variables renseigne sur les effectifs en incluant les déterminants élémentaires de la population observée (année de naissance et sexe). Puis, deux catégories d'indicateurs sont composées afin d'établir le profil sociospatial des formations étudiées. Il s'agit, d'une part, de connaître la commune de résidence des étudiants et de la confronter avec celle de leurs parents, dans le but d'interroger l'influence de la proximité dans les logiques guidant l'orientation vers un établissement particulier, par rapport à d'autres critères analysés et, d'autre part, de tenter une distinction sommaire entre groupes sociaux à travers la profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) des parents ainsi que les éventuels statuts de boursier ou de salarié des étudiants.

L'autre concept mobilisé dans cette étude est celui de « pratiques spatiales » appliqué aux étudiants dans leur ville de formation. Ce terme renvoie pour Jean-François Staszak (2003) à un mode de vie, au sens où une pratique peut être habituelle, liée à la vie quotidienne : une pratique a souvent une dimension sociétale. Conçue comme l'action d'un sujet, elle résulte de choix plus ou moins conscients, peut être considérée comme sociologiquement déterminée (par un *habitus*, par exemple) et s'exprime par un comportement.

Grâce aux données recueillies au moyen d'un questionnaire, nous cherchons à saisir les « signes spatiaux » (Lussault, 2003) de ces pratiques. Il s'agit bien d'une étude sur l'appropriation de l'espace par l'étudiant : formes d'usage du logement, « formes

d'urbanité et de sociabilité des étudiants » (Merle, 1994) à l'échelle de la ville d'étude ou du campus. Cette analyse touche aux modes d'occupation de l'espace et nous souhaitons mettre en lumière des variables qui permettraient de distinguer des pratiques distinctes : étudiants cohabitants/décohabitants, femmes/hommes, filières, antennes et pôles universitaires, etc. Comme le précise Pierre Merle (1994), « Le rapport des étudiants à leurs études, leur logement, leur campus et leur ville, constitue une façon adéquate de comprendre les structures et les dynamiques individuelles et collectives qui organisent, en filigrane, l'univers étudiant, son unité et sa diversité. »

L'article est structuré en trois parties. Dans un premier temps, les éléments de cadrage de l'analyse sont exposés (I). Puis, sont traitées les mobilités de formations des étudiants (II) avant d'observer leurs pratiques spatiales dans la ville d'étude (III).

ÉLÉMENTS DE CADRAGE

Il est tout d'abord nécessaire de rappeler l'évolution du contexte historique et politique de l'enseignement supérieur en France et de son application en Bretagne, les problématiques soulevées par l'article ainsi que le cadre théorique retenu.

Une croissance des établissements d'enseignement supérieur depuis les années 1960

À l'échelle de la France

En France, dans les années 1960, la population étudiante explose « sous le triple effet de la poursuite du développement de la scolarisation, de l'allongement des cursus universitaires et des effets du baby boom » (Fischer, 2009). Cette croissance spectaculaire des effectifs étudiants engendre un problème d'accueil, « l'université à l'étroit dans ses murs semble au bord de l'implosion » (Fischer, 2009). Parallèlement des filières techniques, sélectives et de courtes durées sont créées : Sections de Techniciens Supérieurs en 1959 et Instituts Universitaires de Technologie en 1966. Bientôt, des critiques apparaissent face à la sclérose de l'organisation administrative, hiérarchique et centralisée de l'Université, ainsi que face au traditionalisme

de la pédagogie, conjugués au problème de forte poussée des effectifs. Ces éléments, au cœur des revendications de mai 1968, entraînent une restructuration du système universitaire (Loi d'orientation de l'Enseignement supérieur, dite Loi « Faure », du 12 novembre 1968), dont un des corollaires est la scission de plusieurs universités, et donc l'augmentation de leur nombre.

Dans les années 1980, sans atteindre les proportions des années 1960, une nouvelle poussée spectaculaire des effectifs étudiants, en particulier en premier cycle, entrave les possibilités de dispenser une formation dans de bonnes conditions. Pour tenter de résoudre ce dysfonctionnement, certaines universités, en lien avec les collectivités locales des villes moyennes qui voient dans l'Enseignement supérieur un facteur de développement économique et un levier de dynamique urbaine, ouvrent des antennes sur un autre site (Filâtre, 1994). Trois types sont recensés. Le premier regroupe celles reconnues et agréées par le ministère qui les dote de moyens, prend en charge leur fonctionnement et crée des postes d'enseignants. Le deuxième rassemble les antennes négociées dans le cadre de plans État-Région. Quant à la dernière catégorie, elle concerne les antennes dites « sauvages » puisque n'existe qu'une simple convention entre l'université mère et les collectivités locales ; dans ce cas, les charges d'enseignement, les dépenses en équipement et fonctionnement sont prises en charge par les collectivités locales.

Le cas de la Bretagne

Comme le rappelle Armand Frémont (1994), le schéma de l'enseignement supérieur breton est particulier. Il y a une quarantaine d'années, l'Université de Rennes était unique dans la région et ne jouait qu'un rôle secondaire, les meilleurs étudiants poursuivant leurs études supérieures à Paris. Désormais, le paysage est tout autre, transformé à la fois par la croissance des effectifs et par la mutation spatiale profonde de l'enseignement supérieur breton. Si l'université de Rennes fait partie des plus anciennes de France et continue d'exercer une polarisation régionale plus nette que d'autres centres provinciaux (Baron, 2005), la scission de 1968 a produit deux entités distinctes, Rennes 1 (UR1) et Rennes 2 (UR2), tandis que Brest créait l'Université

de Bretagne occidentale (UBO) l'année suivante¹. Les délocalisations d'antennes universitaires ont été particulièrement importantes en Bretagne. Dès 1966 est créée à Vannes une École de Droit, prémices d'un ensemble qualifié à l'époque d'antennes « sauvages », dont les enseignements étaient assurés par les professeurs de l'Université (Rennes en l'espèce) mais dont les coûts restaient à la charge de la Ville (Instituts municipaux). En 1970 et sans aval ministériel, l'UBO crée le centre littéraire de Quimper puis un DEUG scientifique à Lorient en 1972. En 1987, sans reconnaissance officielle également, Saint-Brieuc accueille la création d'un Centre d'études juridiques de Rennes 2 (Pihan, 1994). Toutes ces antennes seront reconnues par le Plan Université 2000. Puis, sous l'impulsion de Raymond Marcellin², Pierre Pavec³, Jean-Yves Le Drian⁴ et Jean Giovanelli⁵, les antennes de Vannes et de Lorient donnent naissance en 1995 à l'Université de Bretagne Sud (UBS), soit la quatrième université bretonne. Également fruits d'un plus ou moins subtil arbitrage entre formations, tissu économique et acteurs locaux (Séchet, 1994, 2000), de nombreux IUT bretons ouvrent leurs portes : « Dans le lent processus de rattrapage et d'homogénéisation des niveaux de qualification, la Bretagne et le Nord-Pas-de-Calais occupent une place originale. C'est là que se sont effectués les rattrapages les plus vigoureux par le développement soutenu des formations supérieures courtes » (Baron, 2000). Ainsi, Rennes 1 ouvre un département d'IUT-Informatique à Lannion en 1970, un département IUT-GEA à Saint-Malo en 1993 ; l'UBO un département d'IUT-Génie civil à Morlaix en 2000 ; l'UBS un IUT à Pontivy en 2001, etc. Au-delà de cette base, le territoire régional se distingue également – outre un nombre important de grandes écoles et sections de technicien supérieur qui ne sont pas prises en compte dans cette étude –, par six sites (Rennes, Saint-Brieuc, Brest, Vannes, Quimper, Lorient⁶) de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éduca-

1. La ville de Brest disposait déjà d'une Faculté des Sciences et Techniques et d'une Faculté des Lettres et Sciences sociales (fondées respectivement en 1966 et 1968), elles-mêmes issues des anciens Collège scientifique universitaire (octobre 1958) et Collège littéraire universitaire (octobre 1960).

2. Président du Conseil Général du Morbihan.

3. Maire de Vannes.

4. Député-maire de Lorient.

5. Député d'Inzinzac-Lochrist.

6. Le site ESPE de Lorient n'est pas historiquement un site IUFM.

tion (ESPE) et de plusieurs stations expérimentales dédiées à la recherche.

Aujourd'hui, avec 113 740 étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en 2011-2012 (MESR, 2013), la Bretagne représente 4,9 % de la part nationale et arrive en 6^e position des régions françaises. Elle compte 239 établissements d'enseignement supérieur : universités, écoles d'ingénieurs, IUT, formation sanitaires et sociales, écoles d'enseignement supérieur artistique et culturel, etc. L'Université figure en première place, puisque 62 % des étudiants y sont inscrits et la Bretagne se caractérise désormais par une grande dispersion de ses sites d'enseignement supérieur, en lien direct avec son réseau développé de villes moyennes, qui complète la bipolarité exercée par ses deux principales métropoles.

Trois problématiques transversales

En contribuant à l'analyse des processus de mobilité de formation et de pratiques urbaines des étudiants dans les villes où ils étudient, cet article s'inscrit dans trois problématiques.

La première explore la mobilité pour étude entre le domicile des parents et la ville de formation de l'étudiant (pôles ou antennes). Dans la pensée collective, les formations délocalisées sont par nature proches des étudiants, donc moins onéreuses, plus faciles d'accès et participent, de fait, à la démocratisation de l'enseignement supérieur. Les antennes délocalisées attireraient des lycéens en grand nombre, des jeunes qui sans elles, par manque de moyen financier, n'auraient jamais franchi le seuil des études supérieures. En revanche, la carte des formations est plus réduite dans les antennes. De fait, on peut se demander si les étudiants inscrits dans des antennes s'engagent dans des voies qui, faute d'être celles qu'ils souhaitent le plus, apparaissent comme celles qui semblent le moins s'écarter de leur goût. « Étudier au pays » découle-t-il d'un vrai choix des étudiants – en lien avec une répartition spatiale des formations relative à l'armature urbaine équilibrée de villes moyennes –, ou ces derniers sont-ils contraints de faire un choix par défaut, faute de ressources financières ? Ne peut-on pas également penser que la multiplicité des sites de formation a pour conséquence de circonscrire les ambitions des étudiants en limitant leur mobilité spatiale, composante de la mobilité sociale ?

Par ailleurs, il nous semble important de ré-interroger, par le prisme de la population étudiante, le processus de mobilité et ses bienfaits supposés. L'accès à la mobilité de formation est peut-être inégal, voire discriminant, ce qui peut relativiser les valeurs positives émises à son égard. N'est-il pas, au contraire, source de reproduction sociale des élites (Bourdieu et Passeron, 1964) ? En outre, si nous évoquons, de manière sous-jacente, le « droit à la mobilité » en tant qu'accès au bien public « enseignement-formation », se fait jour également une volonté de se former « au pays », un « droit à l'immobilité », invoqué par Jean-Pierre Orfeuill (2011) et Jacques Lévy (2011), qui s'oppose à l'injonction de bouger. Finalement, qu'est-ce que démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur ? Est-ce proposer aux étudiants des formations qui leur conviennent à proximité de la résidence familiale ou bien favoriser leur mobilité vers des pôles universitaires ?

La deuxième approche interroge le processus d'ancrage au travers des pratiques spatiales des étudiants dans leur ville d'étude : leur circulation, leur logement, leur fréquentation de la ville, leur degré d'enracinement. Ce questionnement participe au débat sur l'impact des étudiants dans les villes petites et moyennes. En effet, le développement universitaire est présenté par les élus locaux comme l'un des moteurs du développement économique local et de la promotion d'une identité pour la ville. L'université permettrait de développer et de conserver la matière grise, la jeunesse plus longtemps sur place. On attend des étudiants une animation culturelle, une ambiance urbaine, un brassage social. Pour autant, tous ces bienfaits mis en exergue sont fonction de nombreux facteurs. Par exemple, si tous les élus attendent beaucoup de l'université pour améliorer l'image de leur ville en matière d'activités culturelles, cela suppose que les étudiants participent activement à la vie de la ville. Mais est-ce vraiment le cas et les infrastructures proposées répondent-elles à leur attente ? De même, les impacts de la présence étudiante ne sont visibles que si elle représente une masse importante, ce qui n'est pas forcément le cas dans toutes les villes moyennes. Celles-ci peuvent-elles prétendre au qualificatif d'universitaires dans le sens où il existerait une vie récréative, festive, conviviale des étudiants ou bien ne sont-elles que des villes d'étudiants, ces derniers n'étant que de « simples passants » (Guy, 1994) ?

Enfin, la dernière problématique porte sur le processus de décohabitation et de prise d'autonomie de l'étudiant vis-à-vis de ses parents, puisque les pratiques spatiales sont interrogées par le prisme de deux catégories : les « étudiants-lycéens » (Séchet, 1994), ceux qui vivent sous le toit de leurs parents, et les « décohabitants ». L'hypothèse est la suivante : les pratiques spatiales dans la ville de formation des deux groupes sont distinctes, révélatrices d'identités étudiantes plurielles et d'ancrages territoriaux différenciés.

Positionnement théorique

L'étude a pour objectif d'analyser les mobilités de formation des étudiants en Bretagne ainsi que leurs pratiques dans la ville d'étude et sur le campus d'un point de vue sociospatial.

Elle mobilise ainsi plusieurs notions et concepts qu'il convient de clarifier par le croisement de travaux permettant de positionner cet article dans l'état de l'art.

Si les sociologues se sont beaucoup intéressés aux étudiants (Boudon, 1973 ; Bourdieu et Passeron, 1964 ; Bourdieu, 1979 ; Duru-Bellat et Mingat, 1988 ; Cherkaoui, 1978 ; Merle, 1994 ; Fave-Bonnet et Clerc, 2001 ; Erlich, 2012), les géographes ne sont pas en reste. En effet, dans les années 1980, les pouvoirs publics les sollicitent pour observer et analyser la situation critique de l'enseignement supérieur en vue d'établir des politiques publiques *ad hoc*. Comme vu précédemment, à cette période, les universités se trouvent confrontées à une très forte croissance des effectifs étudiants qui induit des dysfonctionnements dans leur accueil, ce qui entraîne l'ouverture d'antennes universitaires conjointement entre les universités et les collectivités locales. C'est dans ce contexte que le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Équipement lancent de concert des appels d'offres de recherches intitulés L'Université et la Ville, dont s'emparent les géographes. Dans la France de l'Ouest, c'est l'Unité de recherches associée au CNRS n° 915 (aujourd'hui UMR ESO) qui entame une analyse fine « d'un objet complexe puisqu'il s'agissait d'étudier aussi bien des populations spécifiques, étudiants et enseignants-chercheurs, qu'une institution, l'Université » (Séchet, 1994). Même si cette recherche date d'une vingtaine d'années (Merle, 1994 ; Allain,

1994 ; Péron, 1994 ; Oberti, 1994 ; de Queiroz, 1994 ; Mounier, 1994 ; Séchet, 1994 ; Pihan, 1994 ; Le Guen, 1994), les objets et l'espace d'étude de cet article lui font écho. Néanmoins, des travaux plus récents permettent de nourrir utilement la réflexion. En effet, les géographes sont particulièrement attentifs aux mobilités étudiantes dans la mesure où « l'étude de la mobilité permet de qualifier les lieux et les espaces en mettant à jour les interactions spatiales qui peuvent exister au sein d'un espace, c'est-à-dire l'influence de la proximité spatiale des lieux sur l'intensité des relations qu'ils peuvent avoir » (Baron *et al.*, 2003). Par exemple, le Groupe de travail sur l'enseignement supérieur, créé en 1993 par le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), a publié un rapport en 2009 intitulé *Approches de la mobilité étudiante* (Groupe de travail sur l'enseignement supérieur, 2009) qui éclaire les déterminants de la mobilité étudiante. L'influence de la famille et du genre ainsi que l'approche psychosociale des comportements nous ont permis de mieux cerner le processus de mobilité en Bretagne tout comme la recherche de Serge Vassal (1990) sur l'enracinement universitaire et la sédentarité étudiante, où l'auteur analyse la capacité des universités françaises à retenir les étudiants originaires de la région. Il en est de même de celle de Frédéric Dumont et de Vincent Piédanna (1998) qui observe l'accès des jeunes aux études supérieures dans le Nord-Pas-de-Calais et évoque la notion de « captivité » des étudiants. Quant aux travaux de Daniel Filâtre (Filâtre *et al.*, 1994 ; Filâtre, 2004) et d'Alain Bourdin (1995, 1996, 2004), ils permettent de mieux comprendre les rapports entre universités et villes, et de mieux appréhender les liens entre étudiants et pratiques urbaines à l'échelle de la ville d'étude.

BASSINS DE RECRUTEMENT ET COMPOSITION SOCIALE DES SITES UNIVERSITAIRES

Une typologie variée des villes universitaires selon leurs bassins de recrutement

Lorsque l'on relie la commune de résidence des parents avec le lieu d'études des étudiants, les résultats obtenus permettent plusieurs observations marquantes quant à l'attractivité des villes universitaires.

Les licences de Rennes (UR1 et UR2) recrutent leurs étudiants sur l'ensemble de la région bretonne, y compris à proximité d'autres sites disposant du même enseignement, et même au-delà de la Bretagne pour une part non négligeable des effectifs (28,1 % en Histoire, 21,6 % en AES, 14,5 % en Droit). Elles se distinguent en cela très nettement de l'antenne briochine, dont les étudiants viennent très majoritairement du même département (95,2 % en Droit, 95,6 % en Histoire, 80,4 % en AES). Par contre, les licences de l'UBO, que cela soit sur le pôle brestois ou son antenne quimpéroise, n'attirent pratiquement pas au-delà de leur département. En effet, plus de 90 % des étudiants sont originaires du Finistère, qu'il s'agisse de la filière Droit ou LEA des deux sites. Cette première catégorie constituée par les licences tendrait donc à confirmer le rôle capital des antennes universitaires de Saint-Brieuc et de Quimper dans le processus de démocratisation de l'enseignement supérieur et il est même intéressant de noter que le pôle brestois semble ici apporter une contribution similaire.

Cependant, l'étude des IUT qui, à la différence des formations de licence, sont des filières sélectives à l'entrée, contraste légèrement avec ce premier constat. Par exemple, les IUT GEA sont tout autant répandus en Bretagne que la licence de Droit, mais ils n'adoptent pas le même profil spatial de recrutement. En effet, si la plus grande part des étudiants provient toujours du même département que celui du site observé, c'est toutefois dans une proportion moindre que celui des licences (77,5 % à Brest, 71,2 % à Vannes, 62,2 % à Saint-Malo) à la seule exception de Rennes (73,5 %). De plus, le reste des lieux de provenance est davantage dispersé sur l'ensemble de la région et même en dehors, notamment

pour l'IUT GEA de Saint-Malo dont près de 14 % des étudiants ne sont pas originaires de Bretagne. C'est pourquoi l'influence de Rennes apparaît donc nettement moins marquée dans cette filière, Brest faisant quasiment jeu égal en termes de distance et d'intensité des flux, tandis que le site de Saint-Malo recrute jusque dans l'aire urbaine de Rennes et que celui de Vannes exerce un quasi-monopole dans une grande partie de la Bretagne Sud (là encore jusqu'à Rennes, mais beaucoup moins en direction de Brest).

Concernant les IUT Génie civil à Rennes et Génie biologique à Saint-Brieuc, ils se singularisent quant à eux par une attractivité régionale modeste, mais remarquable hors Bretagne (31,5 % de recrutement extra-régional pour l'IUT Génie civil de Rennes, soit presque autant que le recrutement intra-départemental avec 32,6 % ; 15,3 % pour l'IUT Génie biologique de Saint-Brieuc). À l'inverse, les IUT Informatique drainent un espace plus étendu et équilibré sur tous les départements bretons à la seule exception du site de Lannion qui recrute peu dans le Morbihan où siège celui de Vannes, et *vice versa* en Côtes-d'Armor pour le site de Vannes.

Au regard de notre interrogation concernant le processus de démocratisation de l'enseignement supérieur en Bretagne, nous constatons que la variable site apparaît être prépondérante (tableau 1). L'effet proximité est réel pour les sites de formation de Brest, Quimper, Saint-Brieuc et Saint-Malo, tandis que les sites de Rennes, Vannes, Morlaix et Lannion ont une attractivité bien plus large. L'attrait de la métropole rennaise, la proximité des Pays-de-la-Loire pour Vannes et les formations DUT atypiques de Vannes, Morlaix et Lannion expliquent certainement cette observation.

Effectifs totaux	Mobilité (provenance des étudiants)	Hors Bretagne		Même département		Autres dépts. bretons	
5 339	Total Rennes	1064	19,93 %	2943	55,12 %	1332	24,95 %
1 272	Total Brest	22	1,73 %	1147	90,17 %	103	8,10 %
178	Total Vannes	30	16,85 %	66	37,08 %	82	46,07 %
450	Total Quimper	21	4,67 %	387	86,00 %	42	9,33 %
34	Total Morlaix	3	8,82 %	21	61,76 %	10	29,41 %
686	Total Saint-Brieuc	24	3,50 %	592	86,30 %	70	10,20 %
223	Total Saint-Malo	9	4,04 %	164	73,54 %	50	22,42 %
149	Total Lannion	14	9,40 %	55	36,91 %	80	53,69 %

Tableau 1 : Recrutements intra-départementaux, intra-régionaux et extra-régionaux des étudiants par site de formation
Students mobilities by training sites

En résumé, au-delà d'un effet de « proximité territoriale » selon lequel « à distance égale les [étudiants] migrants ont tendance à rester à l'intérieur des limites de leur entité régionale ou académique d'appartenance » (Baron, 2005), les villes universitaires étudiées recrutent toujours en majorité au sein de leur propre département, atteignant parfois des proportions quasi exclusives. Ce qui les distingue repose donc avant tout sur la portée et le poids de leur rayonnement extra-départemental qui, de très faible à assez fort, et de ciblé à multidirectionnel, permet d'établir une typologie particulièrement diversifiée. Si la répartition spatiale des formations semble ainsi abonder dans le sens d'un lien certain avec le processus de démocratisation de l'enseignement supérieur, même si certaines nuances restent toutefois prégnantes, notamment dans le cas des IUT, il s'agit dès lors d'en interroger la réalité d'un point de vue social.

Le profil social des étudiants se distingue selon les lieux, mais aussi selon les filières

La répartition des étudiants selon les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) des parents reflète certaines observations classiques telles qu'une prédominance des cadres et professions libérales quasi généralisée quels que soient les sites et les filières, celle-ci étant particulièrement prononcée à Rennes. Le cas des Licences de Droit en témoigne de manière nette. Seuls l'IUT Génie civil de Morlaix et la licence LEA de Quimper donnent, au contraire, une première place aux ouvriers, autre signe d'une éventuelle démocratisation par le biais de ces deux antennes.

Concernant une possible différenciation entre l'Université mère et son antenne selon les catégories socio-professionnelles des parents, on s'aperçoit qu'entre Rennes 2 et Saint-Brieuc, celle-ci apparaît conforme à la comparaison habituelle entre métropoles et villes moyennes, à savoir un ensemble cadres, professions libérales et intermédiaires relativement plus représenté à Rennes qu'à Saint-Brieuc (qui à l'inverse comprend plus d'employés). En revanche, l'observation diverge partiellement pour la Licence LEA de l'UBO où le poids relatif des ouvriers reste important aussi bien à Brest qu'à Quimper tandis que les

employés sont surreprésentés à Brest par rapport à Quimper.

A fortiori, l'étude des IUT GEA permet une bonne distinction spatiale des profils sociaux entre les villes universitaires bretonnes. En effet, la comparaison entre le pôle rennais et son antenne malouine fait émerger plusieurs points saillants. En particulier, la proportion d'agriculteurs chez les parents est nettement supérieure à Saint-Malo (9 % contre 3,5 % à Rennes) de même que celles des professions intermédiaires et des ouvriers avec des écarts relatifs moindres (respectivement 17 % et 17,9 % à Saint-Malo contre 15,4 % et 14,4 % à Rennes), à l'inverse des professions libérales et cadres supérieurs fortement présents à Rennes (34,8 % contre 27,5 % à Saint-Malo). La différenciation apparaît encore plus singulière entre Brest et Vannes, où seule la catégorie des agriculteurs conserve le même rapport (4,7 %) tandis que toutes les autres divergent, parfois très largement. En valeurs relatives, il y a ainsi davantage d'artisans commerçants et chefs d'entreprises, de professions libérales et cadres supérieurs, d'ouvriers ainsi que de chômeurs et inactifs à Vannes (respectivement 15,8 %, 25,6 %, 17,5 % et 2,4 % contre 8,9 %, 24,1 %, 13,6 % et 1,6 % à Brest) à l'inverse des professions intermédiaires, des employés et des retraités (respectivement 19,4 %, 17,8 % et 6,8 % à Brest contre 16,5 %, 12,8 % et 1,7 % à Vannes). Ces observations semblent mettre en évidence l'intérêt des sites de formation de proximité pour certaines catégories d'étudiants issus de familles peu aisées.

Étudiants et mobilité

Le profil socio-économique des parents joue un rôle incontestable pour la mobilité des étudiants (tableau 2). En effet, ceux qui sont originaires d'une autre région sont plus nombreux à déclarer un père ou une mère cadre (respectivement 36,6 % et 24,6 %) que ceux qui se forment dans le département de leurs parents (respectivement 26,2 % et 13,8 %). Une grande mobilité d'étude nécessiterait un capital culturel et financier plus important, ce dernier point pouvant être croisé avec le fait que les étudiants dont les parents résident dans le département d'enseignement sont nettement plus nombreux à exercer une activité professionnelle parallèlement à leurs études : 39,9 % contre 17,2 % pour

	Lieu de résidence des parents		
	Même département	Département breton	Une autre région
Sexe	F : 63,5% H : 36,5%	F : 56,5% H : 53,5%	F : 76% H : 24%
Activité professionnelle	Oui : 39,9%	Non : 15%	Oui : 17,2%
PCS du père	Cadre : 26,2%	Cadre : 31,5%	Cadre : 36,6%
	Ouvrier : 12%	Ouvrier : 12,1%	Ouvrier : 13%
PCS de la mère	Employée : 44,1%	Employée : 44,4%	Employée : 37,7%
	Cadre : 13,8%	Ouvrier : 17,6%	Cadre : 24,6%

Tableau 2 : Profils sociaux des étudiants selon l'origine géographique
Social profiles of the students according to the geographical origin

les étudiants non bretons. Ce résultat peut signifier que les étudiants « locaux » ont fait le choix d'étudier dans leur département par défaut, n'ayant pas suffisamment de capital financier pour étudier ailleurs. Néanmoins, nous pouvons nuancer ce fait en émettant l'hypothèse que les étudiants décohabitants suivent une formation ne leur permettant pas d'avoir du temps pour une activité rémunérée.

Nous nous sommes également demandé si les étudiants ayant déjà effectué une mobilité significative (à l'étranger par exemple) avaient intégré ce processus dans leurs cursus et dans leur parcours de vie. C'est pourquoi nous avons étudié la variable « mobilité internationale » et également leur souhait du lieu de travail futur. Les étudiants inscrits dans une université bretonne mais qui ne sont pas originaires de la Bretagne sont ceux qui mentionnent le plus un voyage à l'étranger durant leur parcours d'étude (5 % contre 1,5 % des étudiants issus du même département). La mobilité engendrerait la mobilité.

Cette idée semble se confirmer lors de l'étude des projections de mobilité, à savoir du futur lieu de travail envisagé (tableau 3). Les étudiants qui viennent

d'une autre région sont plus nombreux à mentionner la volonté de travailler à l'étranger après l'obtention du diplôme (30,9 % contre 22,7 % pour ceux qui sont originaires du département d'étude). Ils ne témoignent pas d'une volonté d'enracinement au territoire qui les accueille alors que 40 % des étudiants dont les parents résident en Bretagne envisagent un travail dans cette même région. Ce résultat peut indiquer l'attachement de ces étudiants à la Bretagne (un attachement supérieur à celui de la ville ou du département d'étude où résident pourtant leurs parents) ou bien le sentiment que c'est à l'échelle régionale qu'ils pourront trouver du travail. Enfin, on observe une relative répulsion de l'Île-de-France pour l'ensemble des étudiants alors que l'offre d'emploi s'y concentre pour nombre d'entre eux.

Ainsi, la majorité des étudiants reste confinée aux limites départementales du site de formation, ce qui tend à prouver l'importance des formations universitaires en licence et IUT pour répondre à des recrutements locaux (départementaux ou régionaux). Toutefois, faut-il se réjouir de ce résultat en évoquant un processus de démocratisation

	Lieu de résidence des parents		
	Même département	Département breton	Autre région
La même ville	4,0 %	2,0 %	4,5 %
Le même département	7,6 %	4,5 %	8,2 %
La Bretagne	28,3 %	40,0 %	11,8 %
L'Île-de-France	3,4 %	4,1 %	5,5 %
Le reste de la France	34,0 %	29,4 %	39,1 %
L'étranger	22,7 %	20,0 %	30,9 %

Tableau 3 : Le lieu de travail envisagé après les études selon l'origine géographique de l'étudiant
The workplace envisaged after the studies according to the geographical origin of the student

de l'enseignement supérieur breton grâce à une facilité d'accès aux formations ou bien, comme Frédéric Dumont et Vincent Piédanna (1998) l'affirment pour la région Nord-Pas-de-Calais, un processus de captivité des étudiants pour ceux qui n'ont pas les moyens d'être mobiles ?

LES ÉTUDIANTS DANS LA VILLE DE FORMATION

Le choix par les étudiants de leur ville d'étude : type de formation *versus* proximité familiale

Afin de mieux comprendre les pratiques des étudiants dans leur ville de formation, il était nécessaire de s'interroger en amont sur les motivations du choix de celle-ci. Il s'avère que pour 80,8 % d'entre eux, le choix de la ville d'étude découle avant tout d'un choix de formation (figure 2). L'investissement dans les études supérieures est donc réfléchi, les

étudiants ont défini un projet personnel qui les oblige à quitter le domicile parental. Cependant, la « proximité avec le domicile familial » se situe en seconde position, avec seulement quelques points de moins (71,5 %). La « famille-entourage », qui se caractérise par une proximité résidentielle et une fréquence de contacts élevés entre les différents membres (Bonvalet, 2003), est donc très présente pour les étudiants bretons. Il est vrai qu'elle peut faciliter grandement l'organisation de la vie quotidienne, tout en apportant une irremplaçable sécurité affective, potentiellement source de stabilité pour les études. Quant à l'attractivité de la ville d'étude, cette motivation n'arrive qu'en cinquième position dans le choix des étudiants, bien après, le choix de la formation, la proximité familiale, la facilité pour trouver un logement et la présence d'amis.

Les critères de choix de la ville d'études diffèrent suivant le profil social des étudiants. En effet, sur l'ensemble des filières (figure 3), ce sont davantage les étudiants dont le père est ouvrier qui indiquent

Figure 2 : Raisons avancées par les étudiants concernant le choix de la ville d'études (En noir : Proportion des étudiants interrogés citant la variable ; En gris : Proportion des étudiants interrogés citant la variable en premier choix)

Le questionnaire permettait aux étudiants enquêtés de choisir jusqu'à cinq critères. 80,8 % des étudiants ont cité le choix de la formation comme une des raisons expliquant le choix de leur ville d'études, 56 % ont indiqué cette raison en première position.

Students reasons on the choice of the university city

le choix de la formation en premier facteur de décision (61,7 % contre 52 % chez les enfants d'employés 52 % et 50,7 % chez les enfants de cadres). Les enfants d'ouvriers ont, semble-t-il, davantage planifié et projeté leur parcours de formation qui représente, pour eux, un moyen d'ascension sociale. Il est également possible que les enfants d'employés ou de cadres espéraient intégrer une grande école par exemple et qu'ils se retrouvent dans un parcours de formation par défaut, n'ayant pas pu accéder à leur premier choix.

Ces motivations diffèrent également selon les études entreprises puisque les étudiants qui mentionnent d'abord le choix de la formation dans leur motivation, sont davantage inscrits en IUT (64,4 %) qu'en universités (45 %); ce qui peut se comprendre dans la mesure où l'entrée en IUT se fait sur dossier et qu'une motivation précoce en amont est nécessaire (figure 3). Et même au sein de la catégorie « IUT », des différences se font jour entre les

filiales : ainsi les étudiants de GEA sont moins nombreux à mentionner cette raison (55,7 %) comparés à ceux inscrits en Informatique (76,5 %) et, surtout, en Génie biologique (81,3 %). L'explication majeure tient au fait que les IUT d'Informatique et de Génie biologique sont très spécialisés, peu présents dans l'offre d'enseignement supérieur et qu'ils pratiquent une importante sélection à leur entrée, à l'inverse de la filière GEA.

Quant à la proximité familiale, elle est plus évoquée par les étudiantes (32 %) que par les étudiants (23,8 %) : les jeunes Bretonnes seraient-elles moins enclines à la mobilité (figure 3)? Cette justification est aussi davantage mentionnée par les enfants de pères cadres (28 % d'entre eux contre 22 % pour les enfants d'ouvriers) ce qui semble renforcer la propension des enfants d'ouvriers à moins se laisser influencer par le réseau familial au moment de la décision de leur parcours de formation.

Figure 3 : Profils sociaux des étudiants et choix du lieu d'études (analyse factorielle de correspondances)

L'Analyse Factorielle de correspondances (AFC) met en évidence les affinités, les rapprochements ou éloignements qui se manifestent entre différentes modalités. Ici le pourcentage de variance cumulé est très satisfaisant et restitue la totalité de l'information. L'axe horizontal se structure autour des formations alors que l'axe vertical invoque le profil social des étudiants.

Students social profiles and choices of the studies place

Lieu de résidence, type de logement et maintien du lien familial

Alors que 33 % des étudiants en France habitent encore chez leurs parents selon l'Observatoire de la Vie Étudiante (Belghith *et al.*, 2011), ils sont 44 % pour ceux inscrits dans une université bretonne. La répartition très équilibrée des formations sur le territoire breton, qui se calque sur l'armature urbaine, permet donc à de nombreux jeunes d'entreprendre des études sans avoir à quitter le domicile familial. Toutefois, une distinction se fait jour entre pôles et antennes. En effet, si 67,7 % des étudiants de l'université de Brest logent dans cette ville, seulement 48,3 % des étudiants inscrits sur le site de Quimper y résident, ce qui signifie que plus de la moitié habite aux alentours et effectue la navette quotidienne entre leur domicile et l'université. La comparaison entre Rennes et Saint-Brieuc confirme cette tendance même si l'écart est bien moindre (respectivement 61 % contre 57 %). Ces observations vont dans le sens d'un intérêt des petits sites de formation pour entreprendre des études à proximité du domicile familial et donc à moindre coût.

Pour les étudiants qui ne sont plus domiciliés chez leurs parents, ils vivent pour 54 % seuls dans un studio ou dans un appartement du parc locatif privé (tableau 4). D'autres choisissent des solutions plus économiques comme résider dans une cité universitaire (16 %) ou vivre en colocation (12,9 %). Certains logent dans une chambre chez l'habitant ou bien chez un membre proche ou éloigné de la famille (6,8 %).

Type de logement	Fréq.
Cité Universitaire	16,1 %
Chambre chez l'habitant (ou la famille)	6,8 %
Parc locatif privé (studio ou appart. seul)	56 %
Parc locatif privé (colocation)	12,9 %
Appartement / maison (en couple)	7,7 %
Maison individuelle	0,5 %
TOTAL CIT.	100 %

Tableau 4 : Type de logement des étudiants ne résidant pas chez leur(s) parent(s)
Students accommodation (those not living with their relative)

Cependant, même s'ils ont décohabité, le lien avec la cellule familiale reste fort puisque sept sur

dix rentrent dans leur famille au moins une fois par semaine. Ce phénomène concerne quasiment tous les étudiants résidant en cité universitaire (92 %) suivi par les étudiants occupants seuls un appartement (69 %) et ceux pratiquant la colocation (61 %). Néanmoins, la fréquence dépend du lieu d'études puisque 81 % des étudiants de Quimper rentrent au moins une fois par semaine au domicile parental contre 65,5 % des Brestois. Entre les étudiants inscrits dans un pôle universitaire et une antenne délocalisée, la fréquence de retour chez les parents n'est donc pas du tout la même, ce qui pourrait s'expliquer par des aménités culturelles moindres dans les petites villes universitaires. Ainsi, avoir quitté le domicile des parents ne signifie pas avoir rompu les liens avec eux. Les solidarités familiales sont fortement sollicitées (Belghith *et al.*, 2011), ce qui confirme l'observation d'Emmanuelle Maunaye (2001) selon laquelle les enfants qui quittent le domicile familial maintiennent une proximité géographique consentie avec leur parenté malgré l'individualisation des relations intergénérationnelles.

Pratiques des étudiants dans la ville

Les déplacements des étudiants dans la ville

Analyser les pratiques spatiales des étudiants au sein de leur ville d'étude implique, dans un premier temps, d'observer leur mobilité (tableau 5). Première remarque, la part des étudiants se déplaçant en voiture pour les trajets quotidiens entre le domicile et l'établissement d'enseignement est relativement importante puisque presque 50 % utilisent ce mode de transport en période universitaire (pour autant, ce pourcentage est nettement moins élevé que celui de l'ensemble de la population active en Bretagne, 80 %). Ceux qui résident avec leurs parents ont davantage recours à cette solution : 56,2 % contre 37,4 % parmi ceux qui ont décohabité. Deuxième remarque, les transports en commun restent attractifs, qu'ils soient urbains (16,7 %) ou interurbains (14,7 %). Cependant, les Brestois et Rennais y ont davantage recours que leurs homologues quimpérois et briochins, ce qui peut s'expliquer par une différence en termes de qualité et de densité des réseaux de transports urbains dans les deux métropoles (métro, tramway), mais aussi, par la localisation du domicile des étudiants de Quimper et Saint-Brieuc

	Échantillon de l'enquête	Ensemble de la population bretonne*	Brest **	Quimper **	Rennes **	Saint-Brieuc **
Train, bus interurbain	14,7 %	5,2 %	13,2 %	10,5 %	22,2 %	14,2 %
Transport collectif urbain	16,7 %		18,9 %	16,3 %	27,8 %	15 %
Voiture	49,4 %	79,7 %	36,8 %	58,4 %	27,8 %	43,8 %
Deux-roues	1 %	3,5 %	2,6 %	0,5 %	5,6 %	2,4 %
Marche à pied	18,2 %	6,2 %	28,4 %	14,2 %	16,7 %	24,7 %
Pas de transport	0 %	5,5 %	0 %	0 %	0 %	0 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Tableau 5 : Modes de transport des étudiants en Bretagne
Students means of transport in Brittany

qui sont plus nombreux à vivre en dehors de la ville d'étude, comme indiqué précédemment. Troisième remarque, la part des étudiants bretons utilisant le train et le bus interurbain n'est pas non plus négligeable (de 10,5 % pour les étudiants de Quimper à plus de 22 % pour les étudiants de Rennes), ceci pouvant s'expliquer par une offre TER conséquente dans la région associée à une politique tarifaire attractive pour les étudiants. Quatrième remarque, la marche à pied entre le domicile et l'université est réalisée par 18,2 % des étudiants dans leurs trajets quotidiens. Toutefois, ce mode de locomotion n'est pas exclusif puisque 22,6 % d'entre eux l'associent à une utilisation des transports collectifs (urbains ou interurbains). Enfin, le véhicule à deux-roues peine à trouver sa place parmi les modes habituels de déplacement (1 %), excepté à Rennes (5,6 %) où un service de location de vélos est actif.

L'attraction du centre-ville et les pratiques culturelles et de loisirs

Globalement, les étudiants fréquentent largement le centre-ville (tableau 6) de leur lieu d'étude puisque près de 80 % s'y rendent au moins une fois par semaine. Les hommes le pratiquent plus régulièrement que les femmes, avec respectivement 31,5 % qui le visitent au moins deux fois par semaine contre 23,6 %. Cette assiduité est aussi davantage le fait des étudiants résidants chez leurs parents (36 %) que ceux vivant seuls en appartement (22 %).

En revanche, les étudiants non-bretons sont moins enclins à pratiquer leur ville de formation (tableau 7), certainement parce qu'ils y ont moins de connaissances, qu'ils y sont moins attachés ou bien qu'ils préfèrent fréquenter leur ville d'origine quand ils y rentrent le week-end.

Fréquence	Échantillon total	Rennes	Vannes	Brest	Quimper
Deux fois par semaine ou plus	28,4 %	36 %	21,8 %	30,2 %	21,3 %
Une fois par semaine	49,2 %	60 %	46 %	53 %	48,9 %
Jamais	22,4 %	4 %	32,2 %	16,1 %	28,4 %
TOTAL.	100 %	100 %	100 %	100	100 %

Tableau 6 : Fréquence des visites des étudiants au centre-ville
Frequency of the students visits in the city center

Fréquence	Échantillon total	Etudiant du département	Hors Bretagne
Deux fois par semaine ou plus	26,40 %	28,30 %	23,90 %
Une fois par semaine	49,80 %	49,80 %	50,60 %
Jamais	23,80 %	21,90%	25,60%

Tableau 7 : Fréquence des visites des étudiants au centre-ville selon l'origine géographique de l'étudiant
Frequency of the students visits in the city center depending on the geographical origin of the student

Les lieux fréquentés le plus souvent par les étudiants sont des lieux de socialisation et de rencontre : le logement d'un des membres du réseau amical (74 %), les bars et les cafés (67,5 %). Pour les sorties culturelles, le cinéma occupe la première position (64 % s'y rendent régulièrement).

Cependant, des différences de pratiques entre les hommes et les femmes se font jour. Ainsi, les lieux de sorties festives sont davantage mentionnés par les hommes (59,3 % d'entre eux visitent les établissements de nuit contre 45,7 % des étudiantes) tandis que les lieux fréquentés par les femmes sont les restaurants et, surtout, les boutiques du centre-ville (73,5 % d'étudiantes contre 44,5 % d'étudiants). Par ailleurs, les femmes vont davantage au cinéma que les hommes, mais fréquentent moins souvent les salles de concert tandis que les hommes exercent plus souvent des activités de loisirs, principalement dans les salles de sport.

Les pratiques se singularisent également selon le profil social de l'étudiant. Les enfants d'ouvriers sont moins nombreux à se rendre dans des lieux de sorties festives coûteux : 66 % d'entre eux déclarent fréquenter régulièrement les bars et les cafés et 63 % aller régulièrement au cinéma contre respectivement 74 % et 68 % des enfants de cadres. 42 % mentionnent les établissements de nuit contre environ 55 % des enfants d'employés ; ils sont, en outre, 78 % à mentionner le lieu de résidence de leurs amis comme espace le plus fréquenté dans la ville d'enseignement.

Enfin, les pratiques diffèrent aussi selon les types de formation : 63 % des inscrits en IUT fréquentent les établissements de nuit contre 41 % de l'université.

L'analyse des pratiques spatiales du quotidien peut se lire également sous l'angle cohabitant/décohabitant. Alors que les étudiants qui vivent chez leurs parents fréquentent peu les supermarchés (40 %), les décohabitants déclarent s'y rendre dans une grande majorité (77 %). Cependant, ces derniers fréquentent moins souvent les lieux de consommation (boutiques, restaurants) que les étudiants hébergés chez leurs parents et la tendance est la même en ce qui concerne la fréquentation des espaces culturels (salles de concert, cinéma). À l'inverse, les décohabitants rendent plus souvent visite à leurs ami(e)s et pratiquent davantage des activités de loisirs, moins coûteuses, en lien avec les responsabilités financières qu'il s'agit d'assumer au quotidien.

Ainsi, les étudiants inscrits dans une université bretonne entretiennent des relations différentes aux lieux selon qu'ils soient natifs de la région ou non. L'étude a permis de présenter d'autres variables susceptibles d'expliquer les différences de pratiques spatiales, telles que l'origine socioprofessionnelle, le sexe et le type d'établissement. Les lieux fréquentés révèlent des types de sociabilité différents, par exemple entre étudiants domiciliés chez leurs parents et ceux ayant décohabité ou entre étudiants bretons et non bretons.

CONCLUSION

Notre article souhaitait apporter une contribution à l'analyse des processus de mobilité de formation et d'ancrage des étudiants dans les villes universitaires.

Concernant la mobilité d'étude, il apparaît que celle-ci reste majoritairement confinée aux limites départementales du site de formation. Ce constat permet de conforter l'idée d'un processus de démocratisation de l'enseignement supérieur en Bretagne grâce à une répartition spatiale des formations en relation avec l'armature urbaine équilibrée de villes moyennes. Toutefois, il soulève également une question : « Étudier au pays » découle-t-il d'un vrai choix des étudiants ou ces derniers y sont-ils contraints, faute de ressources financières ? Car notre recherche a aussi montré que la mobilité de formation semble être incluse dans un parcours de vie selon l'idée que les étudiants les plus mobiles disposeraient d'un plus grand capital de mobilité. Un approfondissement par le biais d'une étude qualitative pourrait ainsi s'avérer utile afin de mieux cerner les attentes et besoins propres aux étudiants. Ce qui éclairerait davantage encore la dialectique de la démocratisation de l'enseignement supérieur entre proposer aux étudiants des formations qui leur conviennent à proximité de la résidence familiale ou bien favoriser leur mobilité vers des pôles universitaires.

Puis, nous avons exploré les pratiques spatiales des étudiants dans leur ville d'étude pour distinguer l'utilisation des transports, les nuances de fréquentation de la ville et de retour au domicile parental. Nous sommes partis de l'hypothèse que l'ancrage dans la ville de formation est différent entre cohabitants et décohabitants, hypothèse qui a, en partie, pu être vérifiée. Nous avons également mis en évi-

dence que les étudiants non bretons entretiennent des relations différentes aux lieux, puisqu'ils fréquentent moins les lieux de vie de leur ville d'étude, élément qui peut mettre à mal l'appellation de « ville universitaire ». Toutefois, l'étude a permis de présenter d'autres variables susceptibles d'expliquer les différences de pratiques spatiales, telles que l'origine socioprofessionnelle, le sexe et le type d'établissement. En d'autres termes, les lieux fréquentés révèlent des types de sociabilité différents.

En définitive, cet article s'inscrit dans une réflexion sur le droit à l'accès au bien public « enseignement-formation ». Il participe également à la discussion vive sur les disparités territoriales et la libéralisation des équipements publics qui oppose, d'un côté, les partisans d'une implantation des services publics dans les villes petites et moyennes et, de l'autre, les tenants d'une polarisation territoriale de ces services dans les métropoles afin de permettre une synergie entre recherche et enseignement ainsi qu'une certaine rentabilité. Plus globalement, il s'insère dans le débat propre à l'aménagement du territoire de répartition équitable des services publics et des dépenses inhérentes.

Remerciements

Les auteurs remercient Frédéric Leray pour les figures 2 et 3.

Bibliographie

- ALLAIN R., 1994. Entre le campus et la ville. Étude des pratiques et perception de la ville par les étudiants des universités rennaises, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 131-153.
- BARON M., 2005. Les migrations étudiantes dans le système universitaire français au début des années 90, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 2, p. 281-300.
- BARON M., 2000. Territoires de la formation, territoires en formation ? IUT et STS dans les villes moyennes, in ERTUL S. (dir.), *L'enseignement supérieur professionnel court post-baccalauréat, IUT-STTS*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 19-39.
- BARON M., CARO P., PERRET C., XAVIER A., 2003. *Premier Rapport ; Mobilités géographiques étudiantes et Qualifications des territoires ; Quelques disparités inter-régionales*. [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/10/94/99/PDF/Mobilites_geographiques_etudiantes_rapport1.pdf].
- BELGHITH F., VERLEY S., VOURCH R., ZILLONIZ S., 2011. *La vie étudiante. Repères.*, OVE, [<http://www.ove-national.education.fr/medias/reperes2011.pdf>].
- BONVALET C., 2003. La famille-entourage locale, *Population*, n° 58, p. 9-43.
- BOUDON R., 1973. *L'inégalité des chances*, Paris, Armand Colin, 237 p.
- BOURDIEU P., 1979. Les trois étapes du capital culturel, *Les Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 30, p. 3-6.
- BOURDIEU P., PASSERON J.-C., 1964. *Les héritiers, les étudiants et la culture*, Paris, Éditions de minuit, 189 p.
- BOURDIN A., 1995. La fin des campus ?, *Espace et Sociétés*, n° 59, p. 129-143.
- BOURDIN A., 1996. Université et ville : les termes d'une question, *Espace et Sociétés*, n° 80-81, p. 7-18.
- BOURDIN A., 2004. L'individualisme à l'heure de la mobilité généralisée, in ALLEMAND S., ASCHER F., LÉVY J. (dir.), *Les sens du mouvement, Modernité et mobilités dans les sociétés urbaines contemporaines*, Paris, Belin, p. 91-98.
- CHERKAOUI M., 1978. Sur l'inégalité des chances scolaires : à propos du rapport Coleman, *Revue Française de Sociologie*, n° 19, p. 237-260.
- CUNY F., 2004. *Enseignement supérieur et Territoires. L'exemple de l'Université de Franche-Comté*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Franche-Comté, 342 p.
- DE QUEIROZ J.-M., 1994. Le rapport à la ville des étudiants : la localisation des pratiques sociales, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 215-223.
- DUMONT F., PIÉDANNA V., 1998. Accès des jeunes à l'enseignement supérieur dans le Nord-Pas-de-Calais : entre mobilité et « captivité », *Espace, populations, sociétés*, vol. 2. Les jeunes – The young People, p. 199-209.
- DURU-BELLAT M., MINGAT A., 1988. Les disparités des carrières individuelles à l'université : une dialectique de la sélection et de l'autosélection, *L'Année Sociologique*, p. 309-340.
- ERLICH V., 2012. *Les mobilités étudiantes*, Paris, La Documentation française, 208 p.
- FAVE-BONNET M., CLERC N., 2001. Des « Héritiers » aux « nouveau étudiants » : 35 ans de recherches, *Revue française de pédagogie*, vol. 136, p. 9-19.
- FILÂTRE D., 2004. Quel bilan global peut-on tirer du développement des antennes universitaires, *Vie universitaire*, n° 88, p. 18-20.
- FILÂTRE D., DUBET F., MERRIEN F.-X., SAUVAGE A., VINCE A., 1994. *Universités et Villes*, Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises », 318 p.
- FISCHER D., 2009. Les étudiants dans les années 1960 ou la gestation d'un monde nouveau, in GRUEL L., GALLAND O., HOUZEL G. (dir.), *Les étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Rennes, PUR, p. 21-67.
- FRÉMONT A., 1994. Préface, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 7-10.
- GRUPE DE TRAVAIL SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (GTES), 2009. *Approches de la mobilité étudiante*, [http://ressources.campusfrance.org/mobilite_etudiante/notes_information/fr/2009_note_info_cereq_mobilite_fr.pdf].

- GUY C., 1994. Rennes ville universitaire. Bilan d'une recherche : un espace collectif au travail, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 15-30.
- LE GUEN C., 1994. Démographie et choix résidentiels des technopolitains et universitaires rennais, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 387-396.
- LÉVY J., 2011. La mobilité comme bien public, *Métropolitiques*, 21 septembre 2011. [URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-mobilite-comme-bien-public.html>].
- LUSSAULT M., PONCET P., 2003. Migration, in LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 615-617.
- LUSSAULT M., STOCK M., 2003. Mobilité, in LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 622-625.
- LUSSAULT M., 2003. Pratique spatiale. B., in LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 741-742.
- MAUNAYE E., 2001. Quitter ses parents. Trouver la bonne distance, *Terrain*, n° 36, p. 33-44.
- MERLE P., 1994. Universités, étudiants et villes : de l'étude de la démographie étudiante aux formes identitaires et distinctives de l'appropriation des espaces sociaux, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 37-53.
- MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE (MESR), 2013. *Atlas régional : effectifs d'étudiants en 2011-2012*, 200 p.
- MOUNIER J., 1994. Les délocalisations universitaires en Bretagne : facteur d'aménagements et de développement régional, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 291-298.
- OBERTI M., 1994. Le rapport à la ville des étudiants : la localisation des pratiques sociales, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 185-199.
- ORFEUIL L., 2011. Dix ans de « droit à la mobilité », et maintenant ? , *Métropolitiques*, 16 septembre 2011. URL : [<http://www.metropolitiques.eu/Dix-ans-de-droit-a-la-mobilite-et.html>].
- PÉRON F., 1994. Brest, ville universitaire : pratiques et représentations du campus, de l'agglomération brestoise et de la région par les étudiants bretons, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 155-181.
- PIHAN J., 1994. Le système des localisations universitaires et ses modes de régulation, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 335-368.
- SÉCHET R. (dir.), 1994. *Université droit de cité*, Rennes, PUR, 447 p.
- SÉCHET R., 1994. Villes moyennes et délocalisations universitaires dans la France de l'Ouest : Lorient, Saint-Brieuc, Vannes, in SÉCHET R. (dir.), *Université droit de cité*, Rennes, PUR, p. 311-334.
- SÉCHET R., 2000. Introduction, in ERTUL S. (dir.), *L'enseignement supérieur professionnel court post-baccalauréat*, IUT-STS, Paris, Presses Universitaires de France, p. 13-15.
- STASZAK J.-F., 2003. Pratique spatiale. A., in LÉVY J., LUSSAULT M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 740-741.
- TERRIER E., 2009. *Mobilités et expériences territoriales des étudiants internationaux en Bretagne ; Interroger le rapport mobilités spatiales/inégalités sociales à partir des migrations étudiantes*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Rennes 2, 472 p.
- VASSAL S., 1990. Enracinement universitaire et sédentarité étudiante dans les académies françaises, *Espace, populations, sociétés*, n° 1. Scolarité et scolarisation - School intendance and schooling, p. 83-97.

Figure 1 : Présentation de l'échantillon : les étudiants par villes et par filières (2011-2012)

Original sample : students by cities and trainings (2011-2012)